

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1912.

Projet de loi créant des Conseils de prud'hommes d'appel à Bruxelles,
Courtrai, Gand, Liège et Mons (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis constitue la réalisation de la promesse contenue dans l'article 103 de la loi du 15 mai 1910 « Des Conseils de prud'hommes seront constitués ».

Il a été reconnu, dans le rapport de la Commission du Sénat, qu'il était difficile de déterminer quel serait le nombre des Conseils d'appel. « Certains organismes ont demandé qu'il en soit créé deux par province. Ce chiffre est arbitraire — écrivait-elle — et en tout cas trop élevé. Le ressort d'une Cour d'appel est trop étendu; le ressort provincial se justifie mieux, mais il ne paraît pas indispensable que chaque province ait un Conseil d'appel ».

Le projet de loi adopte le principe du ressort provincial. Si deux provinces, celle de Namur et d'Anvers, se trouvent rattachées aux Conseils d'appel de Mons et Bruxelles respectivement, c'est à titre provisoire, et dans l'impossibilité où l'on se trouve de constituer actuellement des Conseils

(1) Projet de loi, n° 55.

(2) La Commission était composée de MM. HEYNEN, président, BORRoux, DELPORTE ANTOINE, LAURILLOTTE, LEFEBVRE, POLET et WAUWERMANS.

d'appel dans ces provinces en respectant la règle déposée dans l'article 105 de la loi organique.

La Commission a été forcée de s'incliner devant cette constatation, mais elle a cru nécessaire de rechercher les moyens d'atténuer, autant qu'il est possible, les fâcheux effets d'une situation transitoire.

Et tout d'abord ne conviendrait-il pas d'inscrire dans la loi, de consacrer par celle-ci, l'institution de Conseils de prud'hommes d'appel à Anvers et Namur : Au lieu de surseoir à leur création, il suffirait de surseoir à leur mise en activité. Agir autrement — agir comme le prévoit le projet — c'est courir le risque de retards nouveaux et qui pourraient être facilement évités. Dans le système du projet, la Législature devrait être saisie d'un nouveau projet de loi, qui ne pourrait être déposé qu'après que les Conseils de première instance créés par la loi du 20 septembre 1911 auront été organisés, et après une dissolution des Conseils d'appel de Bruxelles et Mons, s'ils comprenaient parmi leurs membres des conseillers élus dans les Conseils de prud'hommes d'Anvers, d'Auvélais ou de Namur.

Une autre question consistait à déterminer la juridiction d'appel à laquelle il convient d'attribuer la connaissance des recours contre les sentences des Conseils d'Anvers, Auvélais et Namur, dès la mise en vigueur des Conseils d'appel des autres provinces, et celles des Conseils de Malines, Turnhout, Andenne et Dinant pendant la période qui séparera leur organisation de la prestation de serment des présidents des nouveaux Conseils d'appel (Cfr. art. 176 loi organique).

Déférer à Bruxelles ou à Mons des affaires jugées en premier ressort à Anvers ou à Namur, n'est-ce pas imposer des frais de déplacement considérables aux justiciables; ces Conseils — qu'ils comprennent ou non des élus de Conseils de ces provinces — seront-ils au courant des usages locaux?

N'eût-il pas été préférable de laisser subsister à titre transitoire — mais en ce qui concerne ces deux provinces — l'appel devant les juridictions ordinaires qui en connaissent actuellement?

Il résulte des renseignements recueillis que les intéressés, même au prix de ces inconvénients, souhaitent de bénéficier dès à présent de l'appel devant leurs pairs.

On peut espérer, dès lors, que le règlement d'ordre intérieur de Conseils recherchera les moyens propres à concilier les convenances des plaideurs avec les obligations des juges, et que les audiences pourront être fixées à des heures qui permettront d'y assister sans pertes de temps trop considérables.

La seule modification que la Commission ait estimé devoir proposer consiste à rattacher provisoirement la province de Namur à celle de Liège et non au Hainaut. Ces deux provinces sont du même ressort de Cour d'appel, et les industries de la province de Namur ont autant, si non plus, d'affinité avec celles de la province de Liège que celles du Hainaut. D'autre

part la plus grande facilité des communications justifie également cette proposition.

Les lois sur la compétence ne rétroagissent pas sur les contrats judiciaires formés avant la mise en vigueur de ces lois.

Aux termes de l'article 176, alinéa final de la loi organique, « l'appel des sentences des Conseils de prud'hommes sera porté devant les Conseils d'appel à mesure que les présidents de ces juridictions auront prêté serment ».

Il y aura lieu de prendre les mesures nécessaires pour constater le moment précis de cette prestation de serment et pour porter le fait à la connaissance des justiciables.

A partir de ce moment, ce seront les principes qui se trouvaient formulés en textes dans les articles 55 et 56 (dispositions transitoires) de la loi du 25 mars 1876 qui devront régler la procédure : Toutes les affaires régulièrement introduites par un appel formé avant la prestation de serment du Président du Conseil d'appel compétent pour l'avenir seront continuées et achevées devant le juge que cet appel avait saisi. Dans toutes les instances dans lesquelles il ne sera, à ce moment, intervenu aucun jugement interlocutoire ni définitif, l'appel à interjeter sera porté devant le Conseil d'appel.

La Commission a cru qu'il suffirait de rappeler ici ces principes sans devoir en faire l'objet d'une disposition transitoire.

La Commission exprime l'espoir qu'avant que ne s'achève l'année 1912 les Conseils d'appel définitivement organisés dans cinq provinces étendront le bénéfice de leur juridiction sur tous les Conseils constitués dans le pays entier, et que dans le cours de l'année 1913 la réforme sera complète et définitive dans les deux provinces momentanément privées d'un Conseil propre à celles-ci.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
HEYDEN.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

Des Conseils de prud'hommes d'appel sont institués dans les localités ci-après désignées : Bruxelles, Courtrai, Gand, Liège et Mons.

Ces Conseils étendront respectivement leur juridiction sur les Conseils de prud'hommes de première instance des provinces d'Anvers et Brabant, Flandre occidentale, Flandre orientale, Liège, Hainaut et Namur.

Werkrechtersraden van beroep worden ingesteld in de volgende gemeenten : Brussel, Kortrijk, Gent, Luik en Bergen.

Die Raden zullen onderscheidenlijk hunne rechtsmacht uitoefenen over de Werkrechtersraden van eersten aanleg der provinciën Antwerpen en Brabant, West - Vlaanderen, Oost - Vlaanderen, Luik, Henegouw en Namén.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Des Conseils de prud'hommes d'appel sont institués dans les localités ci-après désignées : Anvers, Bruxelles, Courtrai, Gand, Liège, Mons, Namur.

Werkrechtersraden van beroep worden ingesteld in de volgende gemeenten : Antwerpen, Brussel, Kortrijk, Gent, Luik, Bergen, Namen.

Ces Conseils étendront respectivement leur juridiction sur les Conseils de prud'hommes de première instance des provinces d'Anvers, Brabant, Flandre occidentale, Flandre orientale, Liège, Hainaut et Namur.

Die Raden zullen onderscheidenlijk hunne rechtsmacht uitoefenen over de Werkrechtersraden van eersten aanleg der provinciën Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Luik, Henegouw en Namen.

ART. 2.

ART. 2.

La présente loi n'entrera en vigueur, en ce qui concerne les Conseils de prud'hommes d'appel institués à Anvers et Namur, qu'après l'organisation des Conseils de première instance créés dans ces provinces par la loi du 20 novembre 1911.

Deze wet zal, wat betreft de Werkrechtersraden van beroep, ingesteld te Antwerpen en te Namen, eerst in werking treden na de inrichting der Raden van eersten aanleg, in die provinciën tot stand gebracht door de wet van 20 November 1911.

Pendant la période transitoire, les appels des décisions rendues par le Conseil de prud'hommes d'Anvers seront déférés au Conseil d'appel institué à Bruxelles, et ceux des décisions des Conseils de prud'hommes de Namur et Auvelais seront déférés au Conseil d'appel institué à Liège.

Gedurende het overgangstijdperk, wordt hooger beroep, aangeteekend tegen de beslissingen uitgaande van den Werkrechtersraad te Antwerpen, gebracht voor den Raad van beroep ingesteld te Brussel, en dat, aangeteekend tegen de beslissingen uitgaande van de Werkrechtersraden te Namen en te Auvelais, voor den Raad van beroep ingesteld te Luik.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 FEBRUARI 1912.

Wetsontwerp tot oprichting van Werkrechtersraden van beroep te Brussel,
Kortrijk, Gent, Luik en Bergen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De belofte, vervat in artikel 103 der wet van 15 Mei 1910 : « Werkrechtersraden worden opgericht », wordt gestand gedaan door het u onderworpen wetsontwerp.

In het verslag uitgaande van de Commissie des Senaats, werd erkend dat het moeilijk was te bepalen welk het getal der Raden van beroep zou zijn. De Commissie drukte zich aldus uit : « Sommige instellingen hebben gevraagd, dat men er twee per provincie zou oprichten. Dit cijfer berust op geene vaste regelen, het is in elk geval te hoog. Het gebied van een Hof van beroep is te uitgestrekt; het provinciaal gebied laat zich beter rechtvaardigen, doch het is niet volstrekt noodzakelijk, dat elke provincie een Raad van beroep bezit ».

Het wetsontwerp huldigt het beginsel van het provinciaal gebied. Zoo twee provinciën, die van Namen en die van Antwerpen, onderscheidenlijk zijn verbonden aan de Raden van beroep te Bergen en te Brussel, dan is het voorloopig en omdat het thans onmogelijk is Raden van beroep in die

(1) Wetsontwerp, n° 55.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren HEYNEN, voorzitter, BORBOUT, DELPORTE ANTOON, LAMBILLOTTE, LEFEBVRE, POLET en WAUWERMANS.

provinciën op te richten met inachtneming van den regel geschreven in artikel 105 der organische wet.

De Commissie was genoodzaakt het gegronde van die vaststelling aan te nemen, doch zij heeft het noodzakelijk geacht naar de middelen uit te zien om, zooveel mogelijk, de noodlottige gevolgen van een overgangstoestand te verzachten.

Zou het, in de eerste plaats, niet passen, de oprichting van Werkrechtersraden van beroep te Antwerpen en te Namen in de wet op te nemen, door de wet te doen bekrachtigen : In stede van te wachten met hunne oprichting, zou het volstaan nu niet over te gaan tot het in werking treden ervan. Anders te werk gaan, handelen zooals 't ontwerp het voorziet, ware zich blootstellen aan een nieuw uitstel dat men gemakkelijk zou kunnen vermijden. Met het stelsel van het ontwerp zou men bij de Kamers een nieuw wetsontwerp moeten indienen en het zou maar kunnen geschieden nadat de Werkrechtersraden van eersten aanleg, bij de wet van 20 September 1911 ingesteld, zullen zijn opgericht, en na ontbinding der Raden van beroep te Brussel en te Bergen, indien deze onder hunne leden raadsheeren telden, die werden verkozen uit de Werkrechtersraden van Antwerpen, Auvelais of Namen.

Eene andere kwestie betrof het bepalen der rechtsmacht van beroep voor welke moet worden gebracht het hooger beroep aangeteekend tegen de beslissingen uitgaande van de Raden te Antwerpen, te Auvelais en te Namen, nadat de Raden van beroep der overige provinciën in werking zijn getreden, en dat tegen de beslissingen uitgaande van de Raden te Mechelen, Turnhout, Andenne en Dinant gedurende het tijdperk moettende verlopen tusschen de oprichting ervan en de eedaflegging van de voorzitters der nieuwe Raden van beroep (Cfr. art. 176 der organieke wet).

Naar Brussel of naar Bergen zaken verwijzen die te Antwerpen of te Namen in eersten aanleg werden behandeld, is dat geen aanzienlijke kosten van verplaatsing opleggen aan hen die onder het gebied behooren ? Zullen deze Raden — zij bevatten al of niet verkozenen van Raden der provinciën — op de hoogte zijn van de plaatselijke gebruiken ?

Ware het niet verkieslijk geweest bij wijze van overgang, doch voor deze twee provinciën, te laten bestaan het hooger beroep voor de gewone rechtsmachten die er thans uitspraak over doen ?

Uit de ingewonnen inlichtingen blijkt, dat de belanghebbenden, zelfs met die bezwaren, verlangen van stonden aan te kunnen genieten het voorrecht om, ingeval van hooger beroep, voor hunne gelijken te verschijnen.

Derhalve is het te hopen, dat het huishoudelijk reglement der Werkrechtersraden naar het middel zal uitzien om hetgeen den pleiters past in overeenstemming te brengen met de verplichtingen der rechters, en ook om de rechtszittingen te stellen op uren toelatende die bij te wonen zonder te veel tijdverlies.

De eenige wijziging, die de Commissie denkt te moeten voorstellen, bestaat hierin : voorloopig de provincie Namen te verbinden aan die van Luik en niet aan die van Henegouw. Beide provinciën behoorren tot het rechtsgebied van eenzelfde Hof van beroep en de nijverheid der provincie Namen is zooveel, om niet te zeggen meer verwant aan die der provincie Luik dan aan die van Henegouw. Anderdeels, wordt dit voorstel insgelijks gebillijkt door meer gemakkelijke gemeenschapsmiddelen.

De wetten op de bevoegdheid werken niet terug op de gerechtelijke overeenkomsten die zijn tot stand gekomen vóór het in werking treden van die wetten.

Naar luid van artikel 176, slotalinea der organieke wet, wordt « het beroep tegen de beslissingen van de Werkrechtersraden voor de Raden van beroep gebracht naarmate de voorzitters van deze instellingen den eed hebben afgelegd ».

Men zal de noodige maatregelen moeten nemen om juist te bepalen op welk oogenblik die eedaflegging plaats had en om het feit bekend te maken aan hen die onder het gebied behooren.

Van dien stond af, zullen de beginselen, geschreven in de teksten van de artikelen 55 en 56 (overgangsbepalingen) der wet van 23 Maart 1876, bij de procedure worden nageleefd : Alle zaken, regelmatig ingeleid door een beroep aangeteekend vóór de eedaflegging van den Voorzitter van den voor de toekomst bevoegden Raad van beroep, worden voortgezet en afgehandeld voor den rechter bij wien dat beroep aanhangig werd gemaakt. Voor alle gedingen waarin, op dat oogenblik, geen voorloopig vonnis of eindvonnis werd gewezen, wordt het aan te tekenen beroep gebracht voor den Raad van beroep.

De Commissie was van gevoelen, dat het zou volstaan deze beginselen hier te herinneren, zonder dat het noodzakelijk zij ze in eene overgangsbepaling op te nemen.

De Commissie drukt de hoop uit, dat de Raden van beroep, nog vóór het einde van 1912 voorgoed ingericht in vijf provinciën, de weldaad hunner rechtsmacht zullen uitstrekken tot al de Raden, in gansch het land opgericht, en dat, voor de twee overige provinciën, tijdelijk beroofd van een haar eigen Raad, de hervorming volledig en voorgoed zal tot stand komen in den loop van het jaar 1913.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
HEYNEN.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regering

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

Des Conseils de prud'hommes d'appel sont institués dans les localités ci-après désignées : Bruxelles, Courtrai, Gand, Liège et Mons.

Ces Conseils étendront respectivement leur juridiction sur les Conseils de prud'hommes de première instance des provinces d'Anvers et Brabant, Flandre occidentale, Flandre orientale, Liège, Hainaut et Namur.

Werkrechtersraden van beroep worden ingesteld in de volgende gemeenten : Brussel, Kortrijk, Gent, Luik en Bergen.

Die Raden zullen onderscheidenlijk hunne rechtsmacht uitoefenen over de Werkrechtersraden van eersten aanleg der provinciën Antwerpen en Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Luik, Henegouw en Namen.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Des Conseils de prud'hommes d'appel sont institués dans les localités ci-après désignées : Anvers, Bruxelles, Courtrai, Gand, Liège, Mons, Namur.

Werkrechtersraden van beroep worden ingesteld in de volgende gemeenten : Antwerpen, Brussel, Kortrijk, Gent, Luik, Bergen, Namen.

Ces Conseils étendront respectivement leur juridiction sur les Conseils de prud'hommes de première instance des provinces d'Anvers, Brabant, Flandre occidentale, Flandre orientale, Liège, Hainaut et Namur.

Die Raden zullen onderscheidenlijk hunne rechtsmacht uitoefenen over de Werkrechtersraden van eersten aanleg der provinciën Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Luik, Henegouw en Namen.

ART. 2.

ART. 2.

La présente loi n'entrera en vigueur, en ce qui concerne les Conseils de prud'hommes d'appel institués à Anvers et Namur, qu'après l'organisation des Conseils de première instance créés dans ces provinces par la loi du 20 novembre 1911.

Pendant la période transitoire, les appels des décisions rendues par le Conseil de prud'hommes d'Anvers seront déférés au Conseil d'appel institué à Bruxelles, et ceux des décisions des Conseils de prud'hommes de Namur et Auvelais seront déférés au Conseil d'appel institué à Liège.

Deze wet zal, wat betreft de Werkrechtersraden van beroep, ingesteld te Antwerpen en te Namen, eerst in werking treden na de inrichting der Raden van eersten aanleg, in die provinciën tot stand gebracht door de wet van 20 November 1911.

Gedurende het overgangstijdperk, wordt hooger beroep, aangeteekend tegen de beslissingen uitgaande van den Werkrechtersraad te Antwerpen, gebracht voor den Raad van beroep ingesteld te Brussel, en dat, aangeteekend tegen de beslissingen uitgaande van de Werkrechtersraden te Namen en te Auvelais, voor den Raad van beroep ingesteld te Luik.